

## **MAITRE D'OUVRAGE**

**Université de Limoges**  
**33, rue François Mitterrand - BP 23204**  
**87032 LIMOGES Cedex**

## **AFFAIRE**

**Réfection de la toiture terrasse**  
**et projet MOUV'UNI au gymnase SUAPS**  
**Campus de La Borie**  
**123, avenue Albert Thomas**  
**87000 LIMOGES**

**Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**  
**Opération de catégorie 2**

**Durée des travaux : 6 mois compris 1 mois préparation**

INDICE	DATE	OBSERVATIONS
0	29 Novembre 2024	Création

## PREAMBULE

Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la **loi n° 14-18 du 31 décembre 1993**, portant transposition de la directive du conseil des communautés européennes **n° 92-57 du 27 Juin 1992 et du décret d'application n° 94 - 1159 du 26.12.94**.

Il a été désigné un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en Hygiène et Sécurité entre les différents intervenants du chantier. Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier sont indiqués dans le chapitre II de ce document.

Le présent document intitulé **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)** est un document évolutif remis à jour par le coordonnateur "en fonction du déroulement du chantier". Ce document constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, les dispositions qu'il comporte étant de matière à influencer sur les sommes à engager par le Maître d'ouvrage et chaque entreprise pour la réalisation des travaux. Il présente un caractère informatif et ne prétend pas être exhaustif par rapport à la réglementation. Il complète et précise les interventions techniques applicables pour garantir le respect de la loi « Sécurité Santé » du 31 décembre 1993.

### RAPPELS LEGISLATIFS (liste non exhaustive) :

#### Prescriptions réglementaires :

Décret du 20/03/1979 :	Formation à la sécurité
Décret du 03/09/1992 :	Manutention manuelle
Loi du 31/12/1993 n°14-18 :	Chantiers temporaires et mobiles
Décret du 26/12/1994 n°99-1159 :	Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil
Loi du 31/12/1991 n°91-1414 :	Equipements de travail, moyens de protection
Décrets 92-765, 766, 767, 768, 93-40, 93-41	
Circulaire D.R.T. du 22/09/1993 n°93-22	
Instruction D.R.T. du 18/03/1939 n°93-13	
Dispositions Générales Recommandations CRAM	
Décret du 08/01/65	Hygiène et sécurité dans les travaux du bâtiment, travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles
Décret du 14/11/88	Installation électrique provisoire de chantier (extérieur et intérieur du Bâtiment)
Arrêté du 16/08/97	Conditions de vérification des appareils de levage de chantier
UTEC C 18510	Travaux électriques
Décret du 07/02/96,	Protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières de
Modifié par le décret du 26/12/97	MCA
Décret du 26/12/97	Entreprise qualifiée pour retrait d'amiante friable
Arrêté du 14/05/98 modifié	Règles techniques pour le retrait de matériaux contenant de l'amiante
Arrêté du 04/04/06	Liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous CDD et intérimaire

**Principes généraux de prévention (Code du Travail) :**

**Article L4121-1**

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

**Article L4121-2**

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'Article L4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'Article L1152-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

**Article L4121-5**

Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en œuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.

## 1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

---

### 1.1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

#### 1.1.1. Nom de l'opération

Réfection de la toiture terrasse et projet MOUV'UNI au gymnase  
SUAPS du campus de La Borie  
123, avenue Albert Thomas  
87000 LIMOGES

#### 1.1.2. Permis de construire

NON

#### 1.1.3. Description sommaire du programme

Le présent projet concerne :

La réfection de la toiture terrasse et projet MOUV'UNI au gymnase  
SUAPS du campus de La Borie comprenant :

- Réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse, mise en place de garde-corps périphériques
- Remplacement de certaines menuiseries extérieures
- Aménagements intérieurs
- Travaux de plomberie, chauffage, ventilation et électricité

#### 1.1.4. Organismes Administratifs de prévention

(Voir annexe)

#### 1.1.5. Coordonnées des services publics intéressant la sécurité

(Voir annexe)

#### 1.1.6. Liste des Entreprises et leurs coordonnées

Marchés non attribués (voir liste)

#### 1.1.7. Délais - Effectifs

Délai des travaux : 6 mois compris 1 mois préparation

Effectif moyen prévisible : < 12 ouvriers

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE CSPS, MOA, MOE ET ENTREPRISES APPLICABLES A L'OPERATION

### 2.1. PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires diffuseront au Coordonnateur Sécurité Santé les éléments suivants :

- les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants
- la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
- l'effectif prévisible, par entreprise, des travailleurs affectés au chantier
- la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

***Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.***

Pour cela, elle dispose **d'un mois maximum** à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer le P.P.S.P.S.

Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres suivant la liste d'un canevas type joint en annexe du présent plan général de coordination.

**Nota : ce cadre, sera impérativement suivi par les entreprises. Tout document non conforme à cette base sera refusé, chaque chapitre et sous-chapitre sera renseigné, même si son analyse n'apporte pas d'observation (il sera alors noté : sans objet).**

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire du lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le Coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du P.P.S.P.S. de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

L'entreprise du **présent lot** ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers énumérés sur la liste prévue à l'article L4532-8 du Code du Travail, procèderont en supplément à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée en annexe 2 de ce document (Inspection du Travail, CARSAT, OPPBTP). Elles diffuseront également leur PPSPS aux autres entreprises.

**Lot 02**

Toutes les entreprises tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

### 2.2. PHASE DE REALISATION

Pendant toute la durée du chantier le Coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.

***A ce titre chaque entreprise devra intégrer dans son offre de prix et dans son organisation du travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le Coordonnateur SPS.***

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

#### 3.1. ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier se fera : **par l'avenue Albert Thomas à Limoges**

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

#### 3.2. STATIONNEMENT

Véhicules de chantier : **possibilité de parking devant sur le chantier**

**L'accès au site sera strictement réservé aux véhicules de chantier des entreprises.**

L'accès au site sera strictement réservé aux véhicules de chantier des entreprises. Les fournisseurs seront guidés par les entreprises qui organiseront les opérations de déchargement.

#### 3.3. SUJETIONS LIEES AU SITE

##### Sous-sol

L'entreprise effectuera les Déclarations d'Intentions de Commencer les Travaux 10 jours avant le début des travaux pour toutes interventions sur réseaux de la commune.

Réseaux enterrés : un repérage des différents réseaux (sondages et piquetage) sera effectué en amont de toutes autres interventions.

Les intervenants devront avoir reçu les connaissances liées aux risques électriques pour intervenir sur le site, habitation B0 / H0V obligatoire par une personne de l'équipe au moins et devront être titulaire d'une **Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux** délivrée par l'employeur.

Consultation des rapports d'études géotechniques avant intervention sur le site :

Fais-le :

Société :

Réf :

**Sans  
objet**

##### Aériens (décret du 08.01.65)

Une protection mécanique de tous réseaux électriques aériens à conducteur nu est à effectuer lors d'une intervention à proximité avec respect des distances de sécurité.

**Lot 02**

##### Autorisation de survol

Présence d'un Aéroport à proximité de la zone chantier : une demande d'autorisation auprès de la DGAC est à établir avant montage de la grue. Aucun déport de charge ne sera autorisé en dehors de la limite du chantier (clôture). L'implantation de tous engins de levage devra tenir compte de cette contrainte.

**Sans  
objet**

##### Bâtiments environnants au chantier

Travaux dans une faculté en activité

**TCE**

### Gardiennage de chantier

Chaque entreprise devra s'assurer contre les vols éventuels.  
Chaque entreprise devra tenir compte des contraintes liées à l'occupation des locaux.

TCE

### Phénomènes naturels

Données à recueillir auprès de la station météorologique nationale.  
Vérification de la vitesse du vent dont l'intensité limite devra être compatible avec les moyens de levage et les tâches en cours de réalisation.  
*Vent en rafale : consignes au grutier et anémomètre + alarme sonore*  
*Vent > 72 km/h : grue en girouette, travaux de levage strictement interdits*  
*Vent > 50 km/h et < 70 km/h : pas de levage de pièce dont la charge sera inférieure à 1 m<sup>2</sup>/tonnes*  
*Dans le cas de levage de pièce légère : utilisation de corde de guidage au sol.*  
*Un anémomètre sera mis en place en point haut de l'engin de levage.*

Lot 02

**Météo France :** [www.meteofrance.com](http://www.meteofrance.com)

## 3.4. INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise du **lot concerné** établira, avant le démarrage de toute intervention, un plan d'installation de chantier indiquant les éléments suivants :

Lot 02

- modalités de clôtures compris portail fermant à clé (cadenas à code)
- fléchage chantier pour accès, circulation
- implantation de la zone de cantonnement
- cheminement « pieds propres » jusqu'aux installations
- emplacement des zones de stockage
- implantation du bureau de chantier
- implantation bennes à gravois (pour le lot étanchéité)
- implantation des aires de travail spécifiques, parking chantier (plate-forme d'évolution stabilisée pour éviter les bourbiers)
- sanitaires (pas de wc chimique)
- implantation des installations électriques
- implantation des installations d'eau
- autorisation de voirie
- mise à disposition de tables et chaises

## 3.5. CONTRAINTES CONCERNANT L'ACCES AU CHANTIER

Donner des consignes aux véhicules d'entreprises pour limiter l'accès aux seuls mouvements de chantier et leur vitesse.  
L'accès du chantier devra rester libre à tout moment (stockage - stationnement interdits).  
Le sens de circulation sera respecté.

TCE

## 3.6. MAGASINS STOCKAGE

Les matériels et matériaux devront être approvisionnés à l'avancement des travaux.  
Les stockages de matériels ou matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.

### Toutes entreprises :

Le stockage des matériaux et matériels sera réalisé de manière à éviter tout renversement  
Les produits chimiques devront être identifiés en fonction de la réglementation en vigueur et stockés dans des endroits correctement ventilés.

### 3.7. NETTOYAGE

Chaque entreprise évacuera ses gravats ou déchets au fur et à mesure de leur production.

Chaque entreprise aura à sa charge exclusive le tri et le recyclage de ses déchets.

Ce tri et ce recyclage seront réalisés de façon journalière afin que le chantier soit propre en permanence.

Si des gravats venaient à être stockés sur le chantier sans être évacuer dans les 48h, les travaux d'évacuation et de recyclage seront commandés à une autre entreprise à la charge de la ou des entreprises responsables.

Chaque  
Ent

### 3.8. ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER

Branchement et installation de l'armoire principale à la charge et aux frais de l'entreprise.

Effectuer toutes démarches préalables auprès des concessionnaires.

Installation des coffrets de chantier à la charge de l'entreprise.

Consommation à porter au compte-prorata.

SO

SO

Lot 08

SO

### 3.9. TELEPHONE

Chaque compagnon est équipé d'un téléphone portable.

### 3.10. CLOTURE DE CHANTIER

Toutes les zones du chantier, incluant les installations principales, les locaux de cantonnement, les aires de manutention, les aires de stockage et toutes autres zones actives de travaux devront être neutralisées et isolées vis-à-vis des emprises et des accès maintenus à la disposition des utilisateurs, des tiers et des riverains et vis-à-vis des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile et piétonne.

Les clôtures de chantier devront parfaitement délimiter la périphérie des zones actives de chantier et rendre le site des travaux parfaitement « **clos et indépendant** » vis-à-vis de l'activité du site pendant la durée des travaux.

Clôture métallique pleine de 2,00 m de hauteur sur plot béton ou plastique, y compris portail fermant à clé avec cadenas à code.

**Ces installations sont réalisées et entretenues par le lot concerné et seront intégrées dans l'offre de prix du présent lot.**

Les panneaux de chantier « interdits au public » et « port du casque obligatoire » seront affichés à l'entrée du site, sur les portails d'accès et répartis sur le périmètre du chantier (tous les 20 m environ).

Lot 02

### 3.11. PANNEAUX DE CHANTIER

L'entreprise du lot concerné aura à sa charge la fourniture, la mise en place et la dépose des panneaux de chantier.

Elle affichera la déclaration préalable que lui remettra le Maître d'Ouvrage dès le début des travaux ainsi que le panneau réglementaire.

Des panneaux supplémentaires pourront être demandés :

- **danger, travaux, ralentir**
- **sortie d'engins**
- **rétrécissement de chaussée**

Lot 02



### 3.12 ACCES AUX POSTES DE TRAVAIL (escaliers provisoires)

Montage d'une sapine d'accès à la toiture terrasse (type échafaudage).

Lot 02

### 3.13. EAU

Le branchement d'eau ainsi que l'alimentation du chantier seront à la charge et aux frais du **présent lot**.

SO

Effectuer toutes démarches auprès du Concessionnaire.

SO

Prévoir des robinets de purge pour la période hivernale.

SO

Consommation à porter au compte-prorata.

SO

#### Branchement d'eaux usées :

Raccordement sur le réseau existant de la commune ou de l'établissement pour raccordement des EU des bungalows sanitaires (avec maintenance durant le temps des travaux) **ou** fourniture et pose d'une fosse étanche provisoire lorsqu'il n'a pas de réseau.

SO

Eau pluviale : L'entreprise effectuera le raccordement provisoire des EP et l'évacuation des eaux stagnantes sur le chantier en évitant impérativement toute inondation.

Lot 02

### 3.14. AUTORISATION ET DECLARATIONS ADMINISTRATIVES

Il incombe à chaque entreprise d'établir, avant le démarrage de ses travaux, toutes les demandes d'autorisations nécessaires à leurs réalisations.

#### – Demande d'arrêtés de voiries (D.A.V.)

Sans  
objet

- ↳ Mairie
- ↳ DIRCO
- ↳ Conseil Départemental

#### – Demande d'intention de commencer les travaux (D.I.C.T.)

Sans  
objet

- ↳ ENEDIS / GRDF
- ↳ Orange / SFR / FREE
- ↳ Service des Eaux
- ↳ Assainissement
- ↳ Eclairage Public

#### – Demande d'Autorisation de Survol

Sans  
objet

- ↳ Aviation civile

#### – Déclaration d'ouverture de chantier

TCE

- ↳ Inspection du Travail
- ↳ CARSAT
- ↳ O.P.P.B.T.P.
- ↳ Médecine du Travail

### 3.15 NETTOYAGE DES VEHICULES ET AIRES DE LAVAGE

#### Nettoyage des véhicules

Les voies devront être constamment praticables et sans encombrement de matériaux ou matériels.

TCE

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

### 4.1. VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES

Les prestations suivantes sont à la charge des entreprises des **lots suivants** :

Les zones de circulation menant au chantier devront être empierrées et maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.  
Les ouvrages assurant la sécurité seront construits au plus tôt afin de limiter le recours aux protections provisoires.

Sans  
objet

### 4.2. MANUTENTION - RISQUES LIES AUX INTERFERENCES

#### 4.2.1. Moyens de manutentions communs

L'utilisation en commun des moyens de levage est à privilégier afin de limiter les interférences, sous respect des règles suivantes :

- conduite par personnel habilité
- élingage correct, avec du matériel adéquat et vérifié (Arrêté du 09.06.93), sous la responsabilité des utilisateurs
- guidage par du personnel compétent

Les entreprises utilisatrices devront informer l'entreprise responsable des appareils de levage de leurs dates prévisibles d'approvisionnement. Un contrat de louage ou de prêt sera établi avant toute utilisation de matériel et de personnel.

#### 4.2.2. Grue à tour ou grue à montage rapide

Les grues à tour ou grue à montage rapide devront être vérifiées par un organisme de contrôle agréé **AVANT TOUTE UTILISATION**.  
L'aire de rotation sera clôturée.  
La grue sera pilotée par du personnel habilité.

Sans  
objet

#### 4.2.3. Grue mobile

Pour livraison matériaux aux étages, l'utilisation d'un engin de levage mobile (élévateur), grue mobile est envisageable et devra répondre aux réglementations en vigueur (vérifications, autorisations de conduite, etc...).

#### 4.2.4. Vérification

Le registre de vérification des engins de levage sera remis au coordonnateur avant mise en service de ceux-ci.

### 4.3. MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalettes, diables...).

#### 4.3.1. Accrochage sur l'ouvrage des moyens de levage

Sans objet

#### 4.3.2. Vérification des appareils de levage et élévateur de personnel

L'ensemble des installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel devront être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.

*Les rapports de vérifications devront systématiquement être communiqués au Coordonnateur SPS.*

#### 4.3.3. Autorisation de conduite des grues, élévateurs et autres engins

Le personnel affecté à la conduite des engins de manutentions ou d'élévateur de personnel aura reçu une formation appropriée et possèdera une autorisation de conduite conforme à la législation et réglementation en vigueur.

*La liste du personnel autorisé par le chef d'entreprise sera communiquée au coordonnateur SPS.*

### 4.4. DELIMITATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPRISE

#### 4.4.1. Stockage

Les locaux de stockage seront définis sur le plan d'installation générale du chantier que remettra l'entreprise du **présent lot** au démarrage des travaux. Ces locaux évolueront en fonction de l'avancement des travaux.

Lot 02

### 4.5. STOCKAGE, ELIMINATION, EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

#### 4.5.1. Procédure générale

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'à la benne à gravois.

TCE

En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur SPS pourra demander à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage, aux frais de l'entreprise défaillante.

#### 4.5.2. Matières et substances dangereuses

Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité.

*Toutes les fiches de données de sécurité devront être transmises au Coordonnateur SPS dans les P.P.S.P.S. (ou sous forme d'additif) par l'entreprise qui utilise ses produits.*

### 4.6. PROTECTIONS COLLECTIVES

#### 4.6.1. Principe général

Le **présent lot** est chargé de la mise en place de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et aux abords du chantier **pendant toute la durée de ces travaux.**

Lot 01

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise du **présent lot** en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, de manière à rechercher une utilisation commune pour un maximum d'intervenants.

Lot 01

#### 4.6.2. Déplacement par une entreprise des protections collectives mises en place.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

**TCE**

Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention, un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Moyennant l'accord avec le Maître d'Œuvre, les entreprises procéderont à la mise en place des protections collectives définitives au plus tôt.

**MOe**

### 4.7. INSTALLATION ELECTRIQUE

L'alimentation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sera réalisée par le **présent lot**, ainsi que l'ensemble des installations communes. Cette entreprise assurera l'entretien et le remaniement en cas de besoin.

**Lot 08**

Utilisation d'un groupe électrogène s'il est impossible d'avoir un branchement électrique

#### 4.7.1. Tableau

L'entreprise s'informerera en amont de la puissance disponible sur le réseau électrique existant pour permettre le raccordement de ses installations (engins de levage).

Depuis ce tableau seront alimentées :

- l'installation nécessaire aux cantonnements
- l'installation d'éclairage des circulations
- l'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier. Sont compris dans cette installation, les armoires et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions du Décret du 14 Novembre 1988 et de la Norme NFC 24-100.

#### 4.7.2. Armoire générale de chantier

Le nombre d'armoires prévu sera suffisant pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation devra permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 m de l'une d'entre elles.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type HO7 RNF et **ne pas avoir une longueur supérieure à 25 m.**

L'armoire de chantier regroupera toutes les protections générales et elle devra être conforme aux prescriptions de la section 704 de la norme NEC 24-100.

Elle sera fermée sur toutes ses faces suivant son implantation et présentera un degré de protection mécanique et d'étanchéité appropriée (IP 65 minimum). Elle comprendra :

- une protection par disjoncteur (30 milliampères)
- un interrupteur à commande extérieure et cadenassable en position ouverte, assurant la coupure omnipolaire de tous les circuits
- les protections divisionnaires sont différentielles. Elles seront à moyenne sensibilité pour l'utilisation d'engins importants et pratiquement fixes, et

alimentés par une canalisation convenablement isolée contre les risques mécaniques

- le conducteur de protection doit être relié par une extrémité à la masse de la grue (lorsqu'elle existe) et par l'autre à une prise de terre ou au réseau de prises de terre auquel est interconnecté l'ensemble des masses du chantier.

Pour ce faire, l'entreprise installera sur la zone de chantier une armoire principale, indice de protection IP 44-7, avec double isolation polyester armé et coup de point d'arrêt d'urgence.

L'armoire sera montée sur pied support et comprendra 1 PC force et 4 mono avec protections différentielles par disjoncteurs intégrés.

#### 4.7.3. Armoire de distribution

Coffrets IP 44-7 type portatif équipé de PC mono avec disjoncteurs magnétothermiques intégrés, répartition sur site en fonction des besoins > minimum 4 coffrets de prises par niveau et par bâtiment (avec une répartition d'un coffret tous les 30m pour les bâtiments linéaires) et cela pour chaque phase de travaux.

Pour l'ensemble, l'alimentation des armoires et coffrets de chantier se fera par câbles U 1000 RO 2V de section appropriée depuis le point de livraison le plus proche.

Les armoires, coffrets, tableaux électriques fermeront à clef.

Ces installations électriques seront évolutives en fonction de l'implantation des phases de travaux et devront tenir compte des besoins spécifiques des entreprises.

L'entreprise détaillera la distribution électrique sur le plan d'installation de chantier.

Lot 08

Lot 08

Lot 02

#### 4.7.4. Installation d'éclairage

Seront éclairés :

- les locaux aveugles, les cheminements et circulations intérieurs et extérieurs.  
L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.

##### Eclairages intérieurs :

L'entreprise installera et maintiendra en état pendant toute la durée des travaux l'éclairage intérieur du bâtiment, les circulations principales (dégagement central, cage d'escalier, vide sanitaire) et locaux techniques aveugles par mise en place de rubans LED.

Les entreprises des lots secondaires mettront en place à leur charge l'éclairage de leur poste de travail.

Lot 08

##### Eclairages extérieurs :

Un éclairage des voies d'accès (voirie provisoire) chantier et zone de stationnement (parking personnel chantier) est à réaliser sous forme de guirlande accrochée aux clôtures de chantier ou support rigide provisoire.

Un éclairage extérieur de la base vie est également à mettre en place au-dessus de chaque entrée de bungalow.

Sans  
objet

##### Eclairages des postes de travail

Chaque entreprise veillera à l'utilisation de matériel conforme aux normes en vigueur (projecteurs ou rubans LED, baladeuses, rallonges électriques, enrouleurs, prises, etc) NFC 71-008 avec degré de protection classe II-IP45 au moins, non démontable.

Les prises de courant seront protégées par des dispositifs différentiels 30 mA.

TCE

L'utilisation de « guirlandes d'éclairage » est interdite.  
 Les projecteurs d'éclairage seront du type « sur pied » avec un degré de protection Classe I ou II-IP45.  
 Les prolongateurs seront sans épissure et les fils d'alimentation et de raccordement aux postes de distribution seront alignés en hauteur dans les circulations afin de libérer le sol.

Suppression, démontage des installations

Après accord du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS et mise en service de l'installation définitive.

Lot 08

8

**4.7.5. Contrôle des installations**

**Chacune des installations précédemment mentionnées devra être vérifiée par un organisme agréé ou par l'entreprise (si installation < 100kVA - circulaire DGT 2012/12) avant toute mise en service.**

Lot 08

**Le présent lot, fournira une copie du rapport de vérification au Coordonnateur SPS.**

Ces installations devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

- protection contre les surintensités et courts-circuits,
- protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA).

La vérification de l'installation jusqu'aux coffrets inclus est à la charge du présent lot

**4.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE**

**4.8.1. Dispositions générales**

**a/ Interactivité sur le site avec les occupants**

- Le maintien en activité de certaines zones, interdit l'utilisation des voiries pour l'exécution des travaux.
- Cependant une occupation ponctuelle est nécessaire pour la réalisation d'ouvrages provisoires, et le stockage des bennes à gravais.
- Une clôture, délimitera ces espaces, les accès à ces derniers seront organisés de façon à ne pas entraver le fonctionnement sur le site.
- L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer l'utilisation de *circulations verticales dès que nécessaire*.
- Une attention particulière devra être prise en compte afin de limiter un maximum les nuisances sonores et garantir des niveaux sonores acceptables pour le bon fonctionnement de l'établissement et de ses services.

TCE

TCE

Lot 02

Lot 02

TCE

**b/ Interactivité des entreprises**

Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.

OPC

Ce point sera étudié en fonction du planning TCE qu'établira l'OPC au démarrage des travaux.

OPC

#### 4.8.2. Travaux superposés :

Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situé sous des postes de travail en élévation (échafaudages, nacelles élévatrices, aire de manœuvre de grue, etc) seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique sauf accord préalable du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS (balisage des zones de travail).

##### *a/ Protection liée à la superposition de tâches dans un lot*

Les travaux le plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires

##### *b/ Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots*

Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les lots réalisant les travaux le plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.

Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.

Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

A défaut, les travaux superposés seront interdits.

##### *c/ Travaux de démolition*

Avant toute intervention, l'entreprise responsable des travaux de démolition ou déconstruction s'assurera de la coupure des réseaux existant dans la zone d'intervention (électricité, gaz, fluides médicaux, etc).

Les étalements, renforcements et protections provisoires de toute nature seront également mis en place en amont de toute intervention et maintenus lorsque le risque subsiste.

##### *d/ Travaux de soudure*

Les postes de travail où sont effectuées des soudures devront être isolés par des écrans ininflammables ou ignifugés afin de ne pas exposer les autres personnels aux risques de radiations et de projections.

A l'intérieur des locaux, les mesures de protection contre les risques dus aux polluants (gaz et poussières) doivent tenir compte du type de soudure effectuée, de la durée journalière du travail et du fait que le local a une atmosphère confinée ou non. Il est précisé qu'il convient d'assurer un minimum une aspiration locale des fumées.

Les soudeurs et leurs aides devront être munis de l'ensemble des protections individuelles adaptées aux risques encourus dans le cas où les mesures de protections collectives seraient insuffisantes.

**Un permis de feu établi par l'entreprise et présenté au Maître de l'ouvrage sera requis pour tous travaux à risques, soudures, meulage, etc.**

##### *e/ Travaux polluants*

Les travaux générateurs de nuisances tels que bruits, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières, seront, dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

L'entreprise devra également envisager la réalisation de ces travaux en dehors des horaires normaux du chantier.

Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériels moteurs électriques.

*f/ Echafaudages*

En application des prescriptions du titre 7 du Décret du 8 Janvier 1965, des échafaudages conformes à la réglementation devront être prévus pour les travailleurs.

***A cet égard, tout travail à l'échelle devra être proscrit.***

Ces échafaudages devront être appropriés aux travaux à réaliser et aux risques auxquels le personnel est exposé (hauteurs des planchers de travail, accès intégrés, charges admissibles, protections collectives à tous les niveaux et équipements de stabilisation et de contreventement).

Les échafaudages/sapines ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

Une attestation de conformité sera communiquée au Coordonnateur SPS et aux entreprises susceptibles de l'utiliser après examens par une personne compétente.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

L'entreprise doit en plus de la vérification quotidiennement, réaliser un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE <<ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

NB : L'utilisateur de l'échafaudage doit s'assurer que l'échafaudage mis à sa disposition est adapté aux travaux qu'il doit réaliser (étude de charge / hauteur de plancher / encorbellement / etc.).

Une convention de prêt et de mise à disposition sera signée entre les différentes parties.

Un panneau de conformité sera apposé sur l'échafaudage avec :

- o les charges d'exploitation par travée
- o le nom et la date de la personne qui a fait le contrôle
- o la liste des entreprises utilisatrices
- o les recommandations



**Un examen sera effectué tous les 6 mois ou après un phénomène naturel ou des modifications.**

*g/ Plateforme Elévatrices Mobiles de Personnes (PEMP)*

- Règles générales d'utilisation de PEMP :

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation doit être complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

La conduite sera assurée par du personnel qualifié et habilité, autorisé par son employeur à la conduite de l'engin, titulaire du C.A.C.E.S. L'employeur s'assure que le personnel d'encadrement du chantier, conducteur de travaux et chef d'équipe notamment, a les connaissances relatives aux conditions d'utilisation des PEMP (y compris installation et repli des appareils).

Les dispositions de la recommandation CNAM R.386 Utilisation des plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP) seront appliquées. Tenir à disposition les autorisations de conduite, elles doivent pouvoir être présentées aux organismes de prévention compétents.

Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que les zones à risques (tels que chute d'objet depuis le poste de travail).

Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.

Le chef de chantier doit établir et faire appliquer les instructions du constructeur et les règles d'utilisation des engins de levage (charge nominale, vent maximum, etc...)

Réaliser un examen d'adéquation :

- Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente...).
- Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale, en cas de nécessité, déviez-en le cours.
- Assurer la liaison sol/plate-forme de travail, lorsque les hauteurs de travail ne permettent pas de communication orale ou lorsque la vision directe entre la personne du poste haut et celle du poste bas n'est pas possible :
- soit à l'aide de liaison radio agréée par le ou les exploitants nationaux ou européens.
- soit par un moyen de communication équivalent.

- Utilisation du panier - interdiction d'en sortir :

Les plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP) sont spécialement conçues pour soulever les personnes à un niveau où le travail peut se faire à l'intérieur de la plate-forme en toute sécurité.

Les PEMP n'ont pas été conçues dans le but de transporter des personnes d'un niveau à l'autre. Sortir de la plateforme en hauteur ne correspond pas à une utilisation conforme. Toute personne désirant accéder à la plate-forme de travail ou en sortir ne devrait le faire qu'aux emplacements prévus à cet effet c'est-à-dire au niveau du sol ou sur le châssis de la PEMP. Il existe des cas exceptionnels où les PEMP peuvent être utilisées pour accéder à un lieu de travail en hauteur. Sortir de la plate-forme élévatrice en hauteur peut être permis dans les cas suivants :

- Lorsqu'une solide évaluation des risques a clairement démontré que cela constitue le moyen le plus sûr et le plus efficace d'accéder à un lieu spécifique.
  - Lorsque cette sortie fait partie d'un plan de secours d'urgence officiel
- Pénétrer dans la nacelle d'une plate-forme élévatrice de travail en hauteur ou en sortir est très risqué et par conséquent interdit par le fabricant conformément à la norme EN 280. L'art. 32a, al. 1, de l'ordonnance sur la prévention des accidents (OPA) stipule à propos de l'utilisation des équipements de travail que ceux-ci doivent être employés conformément à

leur destination et que les instructions du fabricant concernant leur utilisation doivent être prises en considération.

Il est en principe interdit de quitter ou de franchir une nacelle élévatrice en hauteur pour accéder à des éléments de construction attenants. La plate-forme ou nacelle élévatrice sert en effet de lieu de travail et ne doit être utilisée ni comme moyen d'accès à des emplacements élevés, ascenseur, voire grue !

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité doivent être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien doivent pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage et des charges ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

#### *h/Mise en commun de moyens de levage*

Dans la mesure des impératifs du chantier, les entreprises possédant des moyens de levage mécanisés sont tenues de les mettre à la disposition de toutes les entreprises qui leur en font la demande.

Un protocole est établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fait obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification.

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention doit être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

La mise à disposition du matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt ou d'utilisation entre les entreprises concernées.

L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise doit appliquer la totalité des démarches suivantes :

- s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,
- qu'il soit adapté à l'usage pour lequel il a été monté,
- qu'il présente les sécurités requises,

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

#### **4.8.3. Mesures propres aux différents lots**

**Voir fiches**

## Etanchéité

### Liste non exhaustive des principales mesures de sécurité qui doivent être prises en compte dans le PPSPS

- Mode opératoire des différentes phases de travail avec les risques et les moyens de protection
- Signalisation de chantier et balisage de tous risques particuliers
- Les installations et le matériel électriques seront conformes à la réglementation
- Respect des distances de sécurité au voisinage des lignes électriques aériennes (moins de 50Kv 3 m et plus de 50Kv 5m)
- Equipements de protections individuelles en nombre suffisant et conforme à la réglementation en vigueur
- Protections collectives mise en place (filet, protection de rive, protection complémentaire...)
- Moyens et méthode d'approvisionnement

### Liste non exhaustive des documents à joindre au PPSPS

- Photocopie de la dernière visite légale des engins
- Liste du personnel habilité par le chef d'entreprise à la conduite des engins
- Les consignes de sécurité en cas d'accident
- Permis de feu et respect des consignes
- Fiches de données sécurité pour les produits chimiques

### Autres observations

- Nettoyage et rangement du chantier en permanence
- Le travail à l'échelle est interdit
- Les gravois seront éliminés au fur et à mesure de l'avancement du chantier



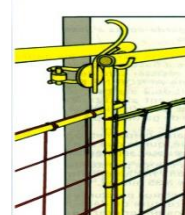
**LOT N° :**  
**02**



**AUTORISATION  
DE CONDUITE**



**CONTROLES  
PERIODIQUES**



## Menuiseries extérieures aluminium

## Menuiseries intérieures

**LOT N° :**

**03**

**03**

### Liste non exhaustive des principales mesures de sécurité qui doivent être prises en compte dans le PPSPS

- Mode opératoire des différentes phases de travail avec les risques et les moyens de protection
- Signalisation de chantier et balisage de tous risques particuliers
- Protection des trémiés et protection collective pour éviter les chutes de personnes
- Les installations et le matériel électriques seront en état et conformes à la réglementation
- Equipements de protections individuelles en nombre suffisant et conforme à la réglementation en vigueur
- Moyens et méthode d'approvisionnement
- Moyens de protection contre la poussière



### Liste non exhaustive des documents à joindre au PPSPS

- Photocopie de la dernière visite légale des engins
- Liste du personnel habilité par le chef d'entreprise à la conduite des engins
- Conformité de l'échafaudage
- Les consignes et moyen d'alerte en cas d'accident
- Fiches de données sécurité pour les produits chimiques



### Autres observations

- Nettoyage et rangement du chantier en permanence
- Le travail à l'échelle est interdit
- Les gravois seront éliminés au fur et à mesure de l'avancement du chantier



## Plâtrerie - Faux-plafonds Peinture Sols souples

**LOTS N° :**

**03**

**04**

**05**

### Liste non exhaustive des principales mesures de sécurité qui doivent être prises en compte dans le PPSPS

- Mode opératoire des différentes phases de travail avec les risques et les moyens de protection
- Signalisation de chantier
- Balisage et information
- Equipements de protections individuelles en nombre suffisant et conforme à la réglementation en vigueur
- Les consignes et moyens d'alerte en cas d'accident
- Travail avec plateforme et échafaudage roulant
- Les moyens de manutentions
- Les installations et le matériel électriques seront en état et conformes à la réglementation

### Liste non exhaustive des documents à joindre au PPSPS

- Fiches de données sécurité des produits chimiques (colles...)
- Permis de feu et respect des consignes

### Autres observations

- Le stockage des produits se fera à l'intérieur du bâtiment
- Ventilation des locaux de travail
- Nettoyage et rangement du chantier en permanence
- Le travail à l'échelle est interdit
- Le nettoyage se fera quotidiennement
- Les gravois seront éliminés au fur et à mesure de l'avancement du chantier





# Chauffage - Ventilation- Plomberie - Sanitaire

**LOTS N° :**  
**07**

## Liste non exhaustive des principales mesures de sécurité qui doivent être prises en compte dans le PPSPS

- Mode opératoire des différentes phases de travail avec les risques et les moyens de protection
- Balisage et information
- Signalisation de chantier
- Equipements de protections individuelles en nombre suffisant et conforme à la réglementation en vigueur
- Les consignes et moyens d'alerte en cas d'accident
- Moyens mis en œuvre pour l'approvisionnement des matériaux
- Les moyens de manutentions
- Les installations et le matériel électriques seront en état et conformes à la réglementation
- Le matériel de découpe doit être conforme à la réglementation



## Liste non exhaustive des documents à joindre au PPSPS

- Fiches de données sécurité des produits chimiques
- Permis de feu et respect des consignes



## Autres observations

- Un extincteur sera en permanence sur le chantier
- Respect du permis de feu
- Mise en place de protection pour les travaux par points chauds
- Nettoyage et rangement du chantier en permanence
- Le travail à l'échelle est interdit
- Les gravats seront éliminés au fur et à mesure de l'avancement du chantier



## Electricité - CFO/CFA

**LOT N° :**  
**08**

### Liste non exhaustive des principales mesures de sécurité qui doivent être prises en compte dans le PPSPS

- Mode opératoire des différentes phases de travail avec les risques et les moyens de protection
- Signalisation de chantier
- Balisage et information
- Equipements de protections individuelles en nombre suffisant et conforme à la réglementation en vigueur
- Les consignes et moyens d'alerte en cas d'accident
- Travail avec plateforme et échafaudage roulant
- Moyens mis en œuvre pour l'approvisionnement des matériaux
- Les moyens de manutentions
- Les installations et le matériel électriques seront en état et conformes à la réglementation



### Liste non exhaustive des documents à joindre au PPSPS

- Copie des habilitations électriques
- Permis de feu et respect des consignes
- Copie du contrôle électrique

### Autres observations

- Consignation des réseaux avant toute intervention
- Nettoyage et rangement du chantier en permanence
- Le travail à l'échelle est interdit
- Le nettoyage se fera quotidiennement
- Les gravois seront éliminés au fur et à mesure de l'avancement du chantier
- **Contrôle des installations électrique de chantier**



#### 4.8.4. Protection incendie

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.

Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place, si nécessaire, un dispositif de ventilation mécanique. Elles devront également signaler la zone de travail à risques et afficher les consignes de sécurité adéquates.

**TCE**

#### 4.8.5. Signalisation de chantier

L'entreprise du **présent lot** aura la charge de la mise en place des panneaux de chantier.

Chaque entreprise intervenant (titulaire du lot ou sous-traitant) sur le chantier communiquera à l'entreprise du présent lot les informations nécessaires à l'établissement du panneau général de chantier.

**Lot 02**

#### 4.8.6. Accès au chantier

Toute personne travaillant sur le site doit avoir apposé sur son casque le logo ou le nom de son entreprise.

Seuls les visiteurs accompagnés ou autorisés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront admis à pénétrer sur le chantier.

La liste du personnel sera affichée dans la salle de réunion ou la cabane de chantier

### 5. SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

#### 5.1. VOIE PUBLIQUE

Effectuer toutes les démarches administratives auprès des concessionnaires.

**Sans  
objet**

#### 5.2. SERVITUDE DE VOISINAGE

La clôture de la zone de chantier sera particulièrement soignée tout au long de l'opération par le présent lot. Aucun stockage, débordement hors zone de chantier, ne seront tolérés.

Toutes précautions seront prises pour éviter les nuisances excessives (bruit, poussière, incinération interdite, circulation dangereuse sur la voie publique, etc...).

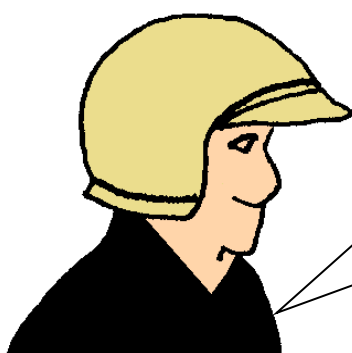
**Lot 01**

**TCE**



## EN CAS D'INCENDIE

- Ne pas s'affoler
- Identifier le(s) danger(s)
- Identifier la nature de l'incendie
- Vérifier qu'il n'y a pas de victime



POMPIERS

**18 ou  
112**

- Donner l'alerte ou faite donner l'alerte et indiquer :
  - La nature de l'incendie
  - Le lieu précis (N°, Etage ; Rue, Commune, Département...)
  - Préciser s'il y a des victimes
  - Fixer un point de rendez-vous
  - Ne raccrochez pas le premier
- Faire évacuer les lieux
- Attaquer le feu avec les moyens de première intervention
  - Extincteur
  - Robinet d'incendie armé
- Prévenir son employeur



### ADRESSE DU CHANTIER

Commune : .....LIMOGES.....

Rue : .....Avenue Albert Thomas.....



## 6. MESURES D'ORDRE GENERAL POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

### 6.1. VOIES ET RESEAUX DIVERS

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 € les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone de travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) devront être réalisés pendant la phase de préparation du chantier, avant le démarrage des travaux (**Art. R.4533.1 à 7 du Code du Travail**).

### 6.2. CANTONNEMENTS

#### 6.2.1. Préliminaires

Le **présent lot** assurera les installations de chantier pour tous les corps d'état en tenant compte de l'effectif prévisionnel de pointe (à confirmer dès mise au point du planning TCE)

Les emplacements réservés à ces installations devront apparaître sur le plan d'installation de chantier établi par le **présent lot** pendant la période de préparation.

Elles comporteront des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.

Un local sera équipé pour tenir les réunions de chantier, avec table, chaises et armoires : **local mis à disposition par le MO**

MO

Lot 02

Lot 02

MO

Le **présent lot** devra respecter l'ensemble des dispositions indiquées dans les préliminaires ci-dessus, et *assurera l'installation, l'équipement, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des cantonnements pendant toute la durée du chantier.*

Lot 02

Tous les frais afférents aux cantonnements seront à la charge du **présent lot** y compris :

- L'extincteur dans chaque local (à jour de vérification).
- La vérification de l'installation électrique par un organisme agréé au lancement du chantier puis à chaque modification.
- Les rapports de visite seront tenus à disposition sur le chantier.

Lot 02

### 6.3. DIMENSIONNEMENT ET EQUIPEMENT DES LOCAUX VESTIAIRES, REPECTOIRES ET SANITAIRES

Les personnes des entreprises devront bénéficier de locaux vestiaires dimensionnés et équipés comme suit :

- prévoir de 0,80 m<sup>2</sup> à 1,25 m<sup>2</sup> de surface par salarié pour les locaux
- prévoir l'aménagement de ces locaux à raison d'une armoire double à compartiments, par salarié ainsi que des sièges en nombre suffisant. Ces locaux devront être correctement chauffés pour permettre le séchage des vêtements mouillés.

- vestiaires mis en place : **mis à disposition par le MO** : avec équipement intérieur

MO

- locaux sanitaires dont 1 pour femme à la charge **présent lot** : **mis à disposition par le MO**, avec équipement intérieur.

MO

Eclairés, chauffés, ils seront équipés d'eau avec un urinoir pour cinq salariés, un wc pour 20 salariés, un lavabo pour 10 salariés. Ils seront équipés d'eau à température réglable et douches. Raccordement et évacuations.

Le personnel des entreprises pourra bénéficier, s'il le désire, de locaux réfectoires dimensionnés et équipés :

-local réfectoire mis en place à la charge **présent lot : mis à disposition par le MO** compris équipements intérieurs (tables, chaises, cuisinière ou plaque de cuisson, four micro-onde, réfrigérateur, évier avec eau potable)

**MO**

Le nettoyage et la désinfection des cabinets d'aisance et des urinoirs sera réalisé **régulièrement** par une entreprise de nettoyage spécialisée (Articles R.4534-144 et R.4228-13 du Code du Travail).

**Lot 02**

**Voir fiche hygiène.**

#### 6.4. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

##### *a/ Nettoyage - maintenance - consommables*

L'entreprise du **présent lot** assure les nettoyages généraux du chantier et des abords.

**Lot 02**

Les aires d'accès et de cantonnement sont maintenues propres en permanence.

**Chaque entreprise** procède au nettoyage de ses propres travaux et ce journalièrement, les gravois seront évacués.

**TCE**

Un container devra être disposé à proximité du local vestiaire et sanitaire pour l'évacuation des déchets.

**MO**

Du matériel de nettoyage (balais, pelles, produits d'entretien, etc...) seront mis à disposition des salariés dans un des placards des locaux vestiaires.

**Lot 02**

##### *b/ Point d'eau*

Les installations aériennes devront être protégées efficacement contre le froid en période hivernale.

**SO**

Prévoir tous les soirs la purge des canalisations pendant la période hivernale. Les canalisations d'eau seront passées en tranchées depuis le regard compteur d'eau, jusqu'aux installations de chantier. Prévoir un point d'eau à l'entrée du chantier et la distribution d'eau pour le cantonnement.

**SO**

Ces installations sont à la charge du **présent lot** et intégrées à son offre.

**Lot 08**

**Lot 08**

En cas de coupure ou de manque d'eau potable, l'entreprise du **présent lot** assurera l'approvisionnement en eau potable suivant la quantité inscrite dans le code du travail (3 litres/jour/ouvrier).

**Lot 02**

## INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-130 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ininflammables</li> <li>- à double compartiment</li> <li>- munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
	Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Éclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sol et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnée de l'extérieur</li> <li>- Evacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>
1 <sup>ers</sup> Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

L'accès du chantier devra rester dégagé pour permettre la circulation des moyens de secours.

TCE

**Chaque entreprise**, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail, formés ou recyclés depuis moins de 2 ans (1 pour 20 salariés).

TCE

Ces secouristes du travail devront être facilement identifiables par la présence d'un signe distinctif.

Chaque ouvrier embauché ou nouvellement affecté doit être informé du nom du secouriste de son groupe de travail.

**Chaque entreprise** devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, facilement accessible dans un emplacement connu de tous.

TCE

La procédure d'appel des secours devra être détaillée dans le PPSPS de chacune des entreprises.

Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au Coordonnateur SPS le compte-rendu écrit des circonstances de l'accident.

TCE

**Chaque entreprise** devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteurs adaptés à la nature du risque) situés aux endroits suivants :

TCE

- \* dans les locaux où sont entreposées des substances pouvant générer des risques d'incendie.

- \* dans les cantonnements.

- \* au niveau des postes de travail où peuvent être manipulées des substances classées au sens de l'article R.4411-3 du Code du Travail.

### EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL :

Voir fiche

**OPPBTP**  
La prévention BTP

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**  
**Pompiers**

**112**  
**Centre d'appels secours**

**15**  
**Samu**

**et dites...**

## **1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement) .....  
N° ..... Rue .....  
En face de .....  
Téléphone

## **2 Précisez la nature de l'accident**

*Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...*  
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.  
*Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...*

## **3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

*Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*

## **4 Décrivez l'intervention du secouriste**

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

## **5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

## **6 Faites répéter le message**

**Ne raccrochez jamais le premier.**

**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.**



## 8. ANNEXES

---

- Annexe I : Canevas destiné à l'élaboration des PPSPS
- Annexe II : Coordonnées des intervenants
- Annexe III : Rôle du coordonnateur
- Annexe IV : Obligations des entreprises

## ANNEXE I

**CANEVAS DESTINE A L'ELABORATION DU  
PLAN PARTICULIER DE  
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE  
P.P.S.P.S.**



## PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dans une opération de bâtiment ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil.
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant le début des travaux.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en œuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS peut évidemment être modifié ou complété par des additifs.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection commune.

Toutes les entreprises devront diffuser leur PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de leurs travaux.

L'entreprise chargée du gros œuvre et/ou de travaux à risques particuliers diffusera, en plus, son PPSPS à :

- L'Inspection du Travail ;
- La CARSAT ou la MSA ;
- L'OPPBTP.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

**Un canevas de PPSPS est joint à l'annexe.**

Madame, Monsieur,

On vous a demandé de faire un **PPSPS**.

### Qu'est-ce que c'est ?

Le PPSPS (**P**lan **P**articulier pour la **S**écurité et la **P**rotection de la **S**anté) est un document qui décrit les mesures de prévention et d'organisation du travail, mises en œuvre avant toute intervention sur un chantier soumis à coordination SPS.

### A quoi ça sert ?

Sa première utilité consiste à identifier les risques auxquels l'entreprise est exposée lors de son intervention sur le chantier de façon à mettre en place des mesures de prévention anticipées et préparées. En effet, les travaux sont en général bien pensés au niveau de leur logistique et de leur rentabilité. Ils le sont encore trop peu pour ce qui est de la sécurité.

La seconde utilité est d'être un support, un aide-mémoire, destiné à être **présenté et commenté aux salariés** pour les informer des risques qu'ils vont encourir et des procédures qu'ils doivent respecter. Par ailleurs, la loi fait obligation à l'employeur de former ses salariés à la sécurité aux postes de travail. Le PPSPS sert donc de support à des rappels concrets adaptés au chantier. Il est particulièrement utile pour l'accueil des travailleurs intérimaires.

Il sert enfin à **améliorer l'organisation globale du chantier**. Vous pouvez par l'intermédiaire du PPSPS préciser les conditions indispensables à votre intervention : état des sols, des supports, des accès...nécessité et importance de vos stockages, utilisation de moyens mis en communs...pour les approvisionnements, pour les installations d'hygiène...nécessité, importance et localisation des alimentations en énergie, en eau... dont vous aurez besoin pour vos travaux. Ce document vous permet de prévenir un certain nombre de désagréments et d'aléas de chantier. Le coordonnateur SPS est chargé de tenir compte de vos demandes et de les satisfaire autant que faire se peut...

*Vous avez tout à gagner en réalisant un PPSPS correct.*

### Comment le rédige-t-on ?

Il vous faut le **PGC SPS** (**P**lan **G**énéral de **C**oordination **S**écurité et **P**rotection de la **S**anté) qu'a établi le coordonnateur SPS. Vous y trouverez de nombreux renseignements sur l'organisation prévue du chantier. Avoir fait une visite préalable du chantier avec le coordonnateur SPS pour analyser ensemble votre intervention et déterminer les derniers éléments qui pourraient vous manquer... Une trame de PPSPS est fournie avec le PGC SPS, prenez-la en compte.

Entreprise « *Nom + Logo* »

PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

**P.P.S.P.S.**

Chantier « *Nom de l'opération* »

Adresse du chantier :

Période d'exécution :

Lot :

Maître de l'ouvrage : *Nom, adresse, téléphone, fax*  
*Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC.*

Maître d'œuvre : *Nom, adresse, téléphone, fax*  
*Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC.*

Coordonnateur S.P.S. : *Nom, adresse, téléphone, fax*  
*Nb : Ces renseignements se trouvent dans le PGC.*

Indice	Date	Nature de la modification	Rédacteur
00		Emission initiale	

*Nb : Ce tableau est à tenir à jour en fonctions des modifications éventuelles du PPSPS.*

## I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### 1.1 - L'entreprise :

Nom ou Raison Sociale :

Adresse :

Téléphone :

mail :

Qualité :

**Nom et qualités du représentant de  
l'entreprise présent sur le chantier**

Téléphone :

mail :

### 1.2 - Le chantier :

Adresse du chantier :

Téléphone :

mail :

Sous-traitance :

### 1.3 - Le planning et l'organisation horaire :

Période prévisible d'exécution des travaux :

..... - Durée

prévisible des travaux :

..... - Début des  
travaux :

..... - Fin des travaux  
:

Effectif prévisible du chantier :

Pour l'entreprise :

effectif moyen :

effectif de pointe :

Pour les sous-traitants :

effectif moyen :

effectif de pointe :

Horaires de travail du chantier :

JOURS	MATIN	APRES-MIDI
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		

## II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ORGANISATION DU CHANTIER

---

### 2.1. - Hygiène et conditions de travail du personnel de chantier :

**Parking véhicules du personnel :** *Indiquer où les salariés pourront garer leur véhicule. voir PGC SPS*

**Vestiaires :** *Indiquez si vous installez des vestiaires ou si vous comptez utiliser les installations du chantier. Vérifiez que les installations du chantier ont bien été prévues aussi pour vous...et qu'elles seront présentes sur le site lors de votre intervention. Ces renseignements se trouvent dans le PGC.*

**Sanitaires :** *idem ci-dessus.*

**Réfectoire :** *idem ci-dessus.*

*Indiquer que ces équipements sont supposés être disposés conformément au plan d'installation de chantier joint en annexe D.*

### 2.2 - Surveillance médicale spéciale :

*Indiquer si vos travaux font l'objet d'une surveillance médicale spéciale.*

*En effet, en sus de la surveillance médicale « ordinaire », il existe une surveillance médicale renforcée vis-à-vis de certains salariés et une surveillance médicale spéciale lorsque les salariés sont affectés à des travaux comportant des risques particuliers.*

### **III - MESURES DE SECURITE APPLICABLES AUX INTERVENTIONS DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER**

#### **3.1. - Moyens matériels utilisés par l'entreprise :**

##### **- ELECTRICITE**

Indiquez si vous utiliserez l'installation électrique du chantier ou si vous serez amené à installer votre propre alimentation à partir du réseau EDF ou à partir de groupes électrogènes.

Indiquez vos besoins spécifiques en matière de puissance.

Indiquez les endroits où vous aurez besoin d'alimentation électrique.

*voir PGC SPS*

##### **- ECLAIRAGE DE CHANTIER**

Décrivez les moyens d'éclairage que vous comptez mettre en œuvre : baladeuses, projecteurs.

**Indiquez dans quelle mesure vous allez utiliser l'éclairage commun du chantier...**

*voir PGC SPS*

##### **- EAU**

Indiquez vos besoins particuliers en eau pour les travaux...indiquez le point d'alimentation et les endroits où vous utiliserez de l'eau. Décrivez les installations nécessaires. Précisez si vous les réaliserez ou si elles font partie de l'installation de chantier.

*voir PGC SPS*

##### **- TELEPHONE**

*Indiquez l'emplacement du téléphone de chantier.*

#### **3.2. - Installation générale de chantier :**

*Joignez le plan d'installation du chantier où est indiqué notamment :*

- 1) l'implantation des ouvrages avec leur emprise et leur hauteur,*
- 2) l'environnement proche du chantier,*
- 3) les accès avec les sens de circulation,*
- 4) les grues (voies, plots, interférences...),*
  - 1. 5) le cantonnement,*
  - 2. 6) les réseaux chantiers,*
  - 3. 7) les circulations sur chantier (engins, piétons),*
  - 4. 8) les limites d'emprises, clôtures et portails,*
  - 5. 9) les stockages.*

Le plan d'installation de chantier doit se trouver dans le PGC. SPS

Indiquez les points particuliers que vous voudriez voir modifié.

#### **3.3. - Planning des interventions de l'entreprise :**

*Détaillez votre planning des travaux en annexe C.*

### 3.4. - Effectif du personnel :

Donnez l'effectif prévisible du personnel de l'entreprise en fonction de la planification des travaux.

N° d'ordre	Effectif									
1	Enumération des tâches									
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										

### 3.6. - Analyse et prévention des risques propres à l'entreprise :

*Analysez les risques encourus par vos salariés lors de l'exécution des travaux : remplissez une fiche par tâche :*

Fiche de tâche n°01 : *Nom de la tâche*

Fiche de tâche n°02 :

Fiche de tâche n°03 :

Fiche de tâche n°04 :

Fiche de tâche n°05 :

Fiche de tâche n°06 :

Fiche de tâche n°07 :

Fiche de tâche n°08 :

Fiche de tâche n°09 :

Fiche de tâche n°10 :

## FICHE DE TACHE N°

<b>TACHE :</b> <i>Libellé</i>	Date : Lieu : Pilote :
-------------------------------	------------------------------

<b>MAIN D'ŒUVRE</b> <i>Indiquez le nombre de personnes nécessaires à la tâche</i>
---

<b>MATÉRIAUX</b> <i>Indiquez les principaux matériaux mis en œuvre</i>
--

<b>MATÉRIEL</b> <i>Précisez le matériel nécessaire à la réalisation de la tâche</i>
---

<b>MILIEU</b> <i>Indiquez l'endroit où se réaliseront les travaux</i>
---

<b>MÉTHODE</b> <i>Phases (Croquis)</i>	<b>Risques</b>	<b>Prévention</b>
<i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis, les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i>	<i>Énumérez les risques issus des différentes étapes.  <b>Attention</b> : un risque se décrit par ses conséquences.</i>	<i>Décrivez-les mesures prises pour maîtriser les risques.</i>

<b>MOYENS MIS A LA DISPOSITION DES AUTRES INTERVENANTS :</b> <i>Indiquez ici les moyens que vous laissez à la disposition des autres intervenants (échafaudage par exemple...)</i>	<b>MOYENS MIS A LA DISPOSITION PAR LES AUTRES INTERVENANTS :</b> <i>Indiquez ici les moyens mis à disposition pour vous par les autres (grue, chariot élévateur par exemple...)</i>



## CONTRÔLE

*Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des moyens de prévention...*

### 3.8. - Analyse et prévention des risques importés et exportés :

*Ce tableau est à renseigner lorsque vos travaux se déroulent avec ceux de plusieurs autres entreprises dans un même lieu :*

ENTREPRISE :

Date :

CHANTIER :

Lieu :

**TACHE :**

Pilote :

## ANALYSE DES RISQUES :

Activités interférentes  
Risques

*Indiquez ici les risques que vous pouvez faire courir aux autres intervenants du chantier.*

*Indiquez ici les risques que les autres intervenants du chantier peuvent vous faire courir.*

Prévention

*Indiquez ici les mesures de prévention que vous comptez prendre pour maîtriser ces risques...Ainsi que celles qui devraient être prise par le coordonnateur SPS.*

## CONTROLE :

*Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des moyens de prévention.*

### 3.9. - Analyse et prévention des risques inhérents au chantier et à son environnement :

**Indiquez ici les risques liés à l'environnement du chantier. Ils doivent être décrits dans le PGC du Coordonnateur SPS :**

Environnement	Risques	Prévention
<i>Décrivez ici l'origine du risque : présence d'une ligne électrique aérienne par exemple...</i>	<i>Décrivez ici le risque : électrocution par exemple...</i>	<i>Décrivez ici les mesures de prévention prises : gainage de la ligne avant intervention par exemple...Indiquez qui doit réaliser la prestation...</i>

## **4 - Mesures de sécurité et de secours**

### 4.1 Consignes générales de sécurité :

*Cette partie est à remplir en fonction du PGC des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire par exemple :*

- Accès du chantier strictement interdit à toute personne étrangère au chantier.*
- Port du casque et des chaussures de sécurité, obligatoire.*
- Respect des dispositifs de sécurité en place.*
- Suivre les règles de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail.*
- Assurer l'ordre et la propreté de son poste de travail.*
- Interdiction aux personnes non habilitées d'accéder aux armoires électriques ou de conduire des engins ou de manipuler des produits dangereux.*
- Stocker les produits toxiques ou inflammables dans un lieu spécialement destiné.*
- Etc...*

### 4.2 Consignes particulières au chantier :

*Cette partie est à remplir en fonction du PGC des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire par exemple :*

- L'accès au chantier se fera par la rue.*
- Les véhicules stationneront devant la clôture de chantier sur l'aire prévue à cet effet.*
- Le personnel se rendra sur chantier par ses propres moyens (véhicule personnel).*
- Etc...*

4.3 - Dispositions en matière de secours et d'évacuation des personnels de chantier en cas d'accident :

*Enumérez les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents : voir PGC SPS*

*Le chef de chantier supprime la cause de danger pour éviter un autre accident.*

*Il prévient les secours.*

*Le ou les secouristes présent(s) sur le site donnent les premiers soins.*

*Un secouriste reste avec la victime.*

Indiquez les personnes formées au secourisme et prévues dans vos effectifs sur ce chantier.

Indiquez comment il est possible de les reconnaître (autocollant SST collé sur le casque par exemple...).

Indiquez l'endroit où se trouvera la trousse à pharmacie de l'équipe. Enumérez son contenu type.

Indiquez les numéros d'appel en cas d'urgence en remplissant la fiche en cas d'accident jointe en annexe D.

## **5 - AVIS / COMMENTAIRES / SIGNATURES**

**Etabli le :** *(date)*

**Rédigé par :**

*Signature et cachet de l'entreprise*



## **ANNEXE II**

# **COORDONNEES DES INTERVENANTS**

**Organismes de prévention**

Organisme	Adresse	Téléphone
<b>DDETSPP 87 (Inspection du travail)</b>	2, allée Saint Alexis BP 13203 87032 LIMOGES	<b>05 19 03 20 38</b>
<b>CARSAT Centre Ouest Service Prévention</b>	37, avenue du Président René Coty 87048 LIMOGES Cedex	<b>05 55 45 39 04</b>
<b>O.P.P.B.T.P Comité Régional</b>	4, rue Marcel Pagnol 87000 LIMOGES	<b>05 55 37 51 29</b>

**Services d'urgence**

Organisme	Adresse	Téléphone
<u>Numéro d'urgence</u> <b>Pompiers</b> <b>SAMU</b> <b>Police/Gendarmerie</b>		<b>112</b> <b>18</b> <b>15</b> <b>17</b>
<u>Centre hospitalier</u> <b>CHU</b> <b>Service des urgences</b>	2, avenue Martin Luther King 87042 LIMOGES Cedex 1	<b>05 55 05 55 55</b>
<u>Centre spécialisé</u> <b>Centre antipoison</b>	CHU Pellegrin Tripode Place Amélia Raba Léon 33076 BORDEAUX Cedex	<b>05 56 96 40 80</b>
<u>ENEDIS</u> <b>Service dépannage / Heurt de réseau</b>	<b>Suivant DICT</b>	
<u>GRDF</u> <b>Service dépannage / Heurt de réseau</b>	<b>Suivant DICT</b>	

<b><u>MAITRE D'OUVRAGE</u></b>	<b>Université de Limoges</b> <b>33, rue François Mitterrand - BP 23204</b> <b>87032 LIMOGES Cedex</b> <a href="mailto:florence.ventenat@unilim.fr">florence.ventenat@unilim.fr</a>
<b><u>MAITRISE D'ŒUVRE</u></b>	<b>Université de Limoges</b> <b>Direction du Patrimoine Immobilier</b> <b>33, rue François Mitterrand - BP 23204</b> <b>87032 LIMOGES Cedex</b> <a href="mailto:georges.geirnaert@unilim.fr">georges.geirnaert@unilim.fr</a>
<b><u>COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE</u></b>	<b>BET DELOMENIE</b> <i>Jérôme DELOMENIE</i> <b>12, rue Robert Schuman</b> <b>87170 ISLE</b> <b>06 42 98 03 94</b> <a href="mailto:sps@delomenie.fr">sps@delomenie.fr</a>

## **LISTE DES ENTREPRISES**

<i>Lots</i>	<i>Nom des entreprises et adresses</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Email</i>
<b>Lot 02 - Etanchéité</b>			
<b>Lot 03 - Menuiseries extérieures aluminium</b>			
<b>Lot 04 - Plâtrerie - Menuiseries intérieures - Faux-plafonds</b>			
<b>Lot 05 - Peinture</b>			
<b>Lot 06 - Sols souples</b>			
<b>Lot 07 - Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire</b>			
<b>Lot 08 - Electricité - CFO/CFA</b>			



## ANNEXE III

### ROLE DU COORDONNATEUR

Le Coordonnateur est chargé de l'intégration et de la mise en œuvre des principes généraux de prévention (Loi du 31.12.91) pendant la phase conception, de l'établissement de documents guides précisant les conditions d'intervention des entreprises, du suivi et du contrôle de l'application de ces règles en cours d'exécution de chantier.

Le rôle du Coordonnateur est défini aux articles R4532.11 et R4532-16 du Code du Travail :

\* Article R4532.12 :

Le coordonnateur, au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage :

- 1° Elabore le plan général de coordination lorsqu'il est requis ;
- 2° Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- 3° Ouvre un registre-journal de la coordination dès la signature du contrat ou de l'avenant spécifique ;
- 4° Définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier
- 5° Assure le passage des consignes et la transmission des documents mentionnés aux 1° à 4° au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

\* Article R4532.13 :

Le coordonnateur, au cours de la réalisation de l'ouvrage :

- 1° Organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger ;
- 2° Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- 3° Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;
- 4° Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le Coordonnateur, en cas de constat de risque grave et imminent, est habilité par le Maître d'Ouvrage à faire arrêter immédiatement la phase de travaux exposant le personnel. En dehors de ce cas, faisant l'objet d'une procédure bien particulière, il n'a aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne peut, ni ne doit se substituer à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de Sécurité et de Santé.

Dans le cas où des manquements d'une entreprise entraîneraient des risques pour l'ensemble des intervenants du chantier, et qu'un arrêt de la phase de travaux de l'entreprise déficiente ne serait pas suffisant pour supprimer les risques, le Coordonnateur est habilité par le Maître d'Ouvrage à engager de façon immédiate les dépenses qu'il juge nécessaires.

Ces dépenses seront ensuite imputées à l'entreprise ou les entreprises dont la carence est à l'origine du risque constaté.

### Responsabilité

Conformément aux dispositions de l'article L4532-6 du Code du Travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

## **Les documents guides de la mission Sécurité Protection de la Santé**

### **Le P.G.C. S.P.S. :**

Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la Santé :

Il contient :

- des renseignements administratifs
- les mesures d'organisation générale du chantier
- les mesures de coordination concernant les manutentions, stockage, voies d'accès, protections collectives, et installation de chantier
- les modalités de coopération des intervenants
- les renseignements sur les secours.

**Le P.P.S.P.S. :** Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

### **Le Registre Journal**

Il doit permettre au Coordonnateur de garder trace des événements liés à la coordination :

- listing des entreprises (noms, adresses, date d'intervention, effectif prévisible des travailleurs et durée des travaux)
- compte rendu des visites préalables
- observations et notifications faites aux différents intervenants
- procès-verbal de passation des consignes entre Coordonnateurs

### **Le D.I.U.O. : Dossier Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage**

Il rassemble les plans et notes techniques permettant de faciliter les interventions d'entretien et maintenance.

Dans ce but, les entreprises seront tenues de fournir à la fin du chantier tous les plans de récolement, les fiches techniques d'utilisation et d'entretien des matériaux ou équipements ainsi que tout document que le Coordonnateur jugera utile de joindre. Ces documents devront être fournis en double exemplaires plus un exemplaire reproductible (contre calque) pour ce qui concerne les plans de récolement (réseaux...).

Il est remis au Maître d'Ouvrage et à l'utilisateur de l'Ouvrage lors de la réception de l'Ouvrage.

## **ANNEXE IV**

### **OBLIGATION DES ENTREPRISES**

#### **IMPORTANT**

L'intervention du Coordonnateur Hygiène et Sécurité ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé, vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité.

#### **ENTREPRISES TITULAIRES DE LOTS**

Avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de lots devront remettre au coordonnateur S.P.S., un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

C'est un document qui indique de manière détaillée toutes les dispositions et mesures relatives à la sécurité et protection de la santé des personnels engagés dans l'acte de construire.

Pour son élaboration, il doit être tenu compte des données générales contenues dans le P.G.C. établi par le coordonnateur.

Ce document évolutif sera tenu à jour par les entreprises et toute modification communiquée au Coordonnateur S.P.S.

#### **SOUS-TRAITANCE**

En cas de sous-traitance de tout ou partie d'ouvrage, l'entreprise principale doit impérativement demander l'agrément de sous-traitance au maître d'ouvrage. En rappel, ce dernier a 21 jours pour formuler un avis : aucune entreprise n'ayant l'acceptation de maître d'ouvrage n'est autorisée à intervenir sur le chantier.

En cas de sous-traitance l'entreprise principale est tenue de communiquer le P.G. C. à son sous-traitant. Ce dernier devra établir un P.P.S.P.S. avant toute intervention.